



Allons Enfants de la Patrie... vers une véritable stratégie de relance

10 piliers pour une politique stratégique de relance

2012/18

23 | 07 | 2012



**Dans le cadre du contrôle budgétaire, le gouvernement a présenté un certain nombre de mesures de relance telles que la réduction forfaitaire du précompte professionnel pour les petits et moyens revenus, la création de stages en entreprise et la diminution des charges pour les PME.**

**Il y a un réel besoin d'une politique de relance pour actionner la croissance, ce que le gouvernement espère pour la fin de l'année. Dans son rapport "10 piliers pour une politique stratégique de relance", l'Institut Itinera propose quelques pistes pour donner à l'économie belge un élan de croissance. Par le biais de ce rapport, il veut fournir l'inspiration nécessaire au gouvernement et aux politiques.**

### Utiliser les opportunités d'une économie verte

Nombreux sont ceux qui, au vu de l'ouverture de l'économie, estiment déjà qu'une politique de relance purement keynésienne a peu de sens en Belgique. Compte tenu de l'importance de la dette publique et des turbulences dans la zone euro, il est essentiel de suivre le chemin du redressement budgétaire décidé avec l'Europe. Evidemment, ceci n'empêche en rien une redistribution du budget vers des applications permettant à notre pays de retrouver les sources de la croissance économique. Les **emplois verts** ont un potentiel important. En particulier les projets qui s'auto-amortissent puisque les économies d'énergie qu'ils entraînent sont prioritaires et qu'ils peuvent être financés par un **système de tiers payant**. L'instrument tarifaire comme levier le plus puissant pour la mobilisation du secteur privé doit être accompagné d'une **politique de Recherche et Développement ambitieuse**.

### Plus d'exportations hors Europe

Le potentiel de concurrence (1) de notre pays est le premier pilier: cela signifie que nos exportations doivent être aussi **plus orientées vers l'extérieur de l'Europe**. La Belgique doit trouver plus de leviers sur les marchés internationaux. **L'internationalisation** (6) exige aussi de réduire l'anxiété face aux

risques qui y sont liés comme par exemple l'assurance-crédit. A cet égard, nous devons communiquer plus directement avec les **dirigeants étrangers** sur les nombreux avantages immatériels de notre pays. Dans tous les cas, un autre mix de financement de nos entreprises s'impose (9).

### Investir dans des produits difficiles à copier

Le **contrôle des salaires** et le remplacement des charges sur le travail par des impôts sur d'autres sources telles que la **consommation**, restent des besoins stratégiques. Les **coûts** (2) sont un point d'attention indispensable mais insuffisant. Etrangement, notre pays ne propose qu'une **faible participation** dans des **produits** innovants qui s'avèrent complexes et **difficiles à copier (11,1% contre 25% dans les pays voisins)**. La Belgique ne doit donc pas purement investir dans des produits innovants mais plutôt dans des produits complexes, ce qui n'est pas toujours pareil. En ce sens, une meilleure **valorisation** des connaissances bâties dans les **institutions de la connaissance** (4) (adaptation des coûts/procédures de demandes de brevets) est essentielle.

### L'innovation à l'exportation façon allemande

Au lieu de se concentrer sur l'innovation des produits et procédés, nous devons développer des stratégies innovantes complémentaires avec une attention pour les aspects **moins explicites** que sont la distribution, la fiabilité de livraison, le marketing et le service après-vente... Comme l'Allemagne s'y entend, nous décrivons cet aspect comme la poursuite de l'innovation à l'**exportation façon allemande** (5).

### Encourager la valeur ajoutée de l'entrepreneuriat

Le besoin d'encourager une forte plus-value de l'**entrepreneuriat** (6) chez les jeunes est un problème sous-estimé.

### Encourager l'exportation des services et éliminer les entraves à la concurrence

En comparant avec les autres pays, nous voyons que notre pays pourrait mieux valoriser son expertise dans la prestation de services (7). Encourageons les initiatives internationales d'**exportation de services**. En ce sens, nous devons passer d'un soutien théorique vers un soutien plus systématique des nouvelles initiatives technologiques. Les **entraves à la concurrence** en matière de services doivent être éliminées autant que possible.

### Obliger les analyses coûts-bénéfices sociétales

Notre **gouvernement** (8) doit avoir recours à plus d'études **coûts-bénéfices sociétales** dans les grands projets (cf. Oosterweel...). Pourquoi ne pas généraliser la pratique flamande qui oblige les analyses coûts-bénéfices sociétales abouties pour les investissements portuaires supérieurs à 10 millions d'euros? Il y a

encore de nombreux fruits à récolter dans le domaine de la **digitalisation des services publics**.

### Activer le capital humain

Il est crucial, en temps de crise économique, de ne pas créer une génération perdue. A cet égard, l'**alignement enseignement-marché du travail** (10) est essentiel. En ce sens, la récente initiative de s'engager avec force dans les stages peut s'avérer importante. De manière générale, il est fortement recommandé de **réorienter** les moyens disponibles en politique de l'emploi, qui servent actuellement surtout pour des subsides sélectifs ou des réductions salariales, **en activation des services** (formation, mobilité, stages etc.) qui développent de façon maximale la disponibilité et l'employabilité des talents humains.

Pour ce faire, et vu la complexité de la structure de l'état belge, il est important que les différents niveaux de gouvernance soient impliqués.

Pour des infos détaillées, vous pouvez télécharger l'étude sur [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)

Pour plus d'info, prenez contact avec **Ivan Van de Cloot** (Chief Economist Itinera Institute) au 0478/43 47 17

Pour une croissance économique  
et une protection sociale durables